

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DE LEGISLATION

A—N° 97

18 novembre 1994

Sommaire

| | |
|--|-----------|
| Règlement ministériel du 4 octobre 1994 sur la sécurité des trains affectés au transport combiné par le tunnel transmanche | page 1914 |
| Règlement ministériel du 12 octobre 1994 déterminant les conditions auxquelles sont soumises les acrobaties aériennes dans l'espace aérien luxembourgeois | 1914 |
| Règlement grand-ducal du 19 octobre 1994 modifiant le règlement grand-ducal du 22 février 1986 fixant les redevances pour l'utilisation de l'espace aérien | 1916 |
| Règlement grand-ducal du 19 octobre 1994 sur la réglementation et la signalisation routières à l'occasion de travaux de redressement de la RN 1 entre Merttert et Wasserbillig | 1920 |
| Règlement grand-ducal du 3 novembre 1994 portant déclaration d'obligation générale de la convention collective de travail pour chauffeurs de taxis conclue entre les syndicats FNCTTFEL/ACAL, FCPT, OGB-L et LCGB d'une part et la Fédération des patrons loueurs de taxis et d'ambulances d'autre part | 1920 |
| Règlement grand-ducal du 3 novembre 1994 portant déclaration d'obligation générale de la convention collective de travail pour le métier de mécanicien de machines agricoles conclue entre la Confédération luxembourgeoise des syndicats chrétiens d'une part et la Fédération des entreprises du machinisme agricole du Grand-Duché de Luxembourg d'autre part | 1923 |
| Règlement ministériel du 10 novembre 1994 portant modification du règlement ministériel du 21 décembre 1993 concernant la nomenclature des actes et services des masseurs-kinésithérapeutes et des masseurs pris en charge par l'assurance maladie | 1928 |

Règlement ministériel du 4 octobre 1994 sur la sécurité des trains affectés au transport combiné par le tunnel transmanche.

La Ministre des Transports,

Vu la loi du 17 décembre 1859 sur la police des chemins de fer, telle qu'elle a été modifiée et complétée dans la suite;

Vu la loi du 16 juin 1947 portant approbation de la convention belgo-franco-luxembourgeoise du 17 avril 1946 relative à l'exploitation des chemins de fer du Grand-Duché et des conventions annexes, telle qu'elle a été modifiée et complétée dans la suite;

Vu l'arrêté royal grand-ducal du 8 juin 1864 portant règlement provisoire sur le contrôle et la surveillance des chemins de fer, tel qu'il a été modifié et complété dans la suite;

Vu l'arrêté grand-ducal du 23 juin 1952 portant règlement d'administration publique sur la police, la sûreté et l'exploitation des chemins de fer à voie normale et à voie étroite telle qu'il a été modifié et complété dans la suite;

La Société Nationale des CFL et le directeur des Douanes et des Accises, entendus en leurs avis;

Arrête:

Art. 1^{er}. En vue de l'expédition de wagons chargés de conteneurs dont la destination comporte le passage par le tunnel sous la Manche, un plan de sûreté est établi pour le terminal à conteneurs implanté sur le site du triage de Bettembourg.

Art. 2. Ce plan de sûreté est établi par l'exploitant du terminal.

En vue de son agrément, le plan fait l'objet de l'avis conforme d'un organisme indépendant, spécialisé dans le domaine des certifications de sécurité d'installations industrielles que l'autorité d'agrément a reconnu comme tel. Le plan doit en outre être accepté par les autorités responsables du régime de sûreté des trains de fret empruntant le tunnel sous la Manche.

Art. 3. L'exploitant assure notamment la signalisation du site de transbordement des conteneurs en sorte à en interdire l'accès à des tiers.

Art. 4. La mise en oeuvre de ce plan comporte des contrôles réguliers des conteneurs à expédier.

Ces contrôles sont effectués par les fonctionnaires des Douanes et des Accises et documentés par l'apposition de scellés sur les conteneurs que lesdits fonctionnaires ont pour mission de contrôler.

Les opérations de contrôle ont lieu par sondage, suivant des modalités arrêtées périodiquement par l'autorité d'agrément.

L'exploitant met à la disposition de ces fonctionnaires les équipements requis pour effectuer les contrôles et notamment pour détecter des matières explosibles. Il veille à apporter toute aide personnelle et matérielle pour contribuer à une exécution efficace de cette mission de contrôle.

Les contrôles visés par le présent article ne s'étendent pas aux conteneurs remis au transport par des expéditeurs agréés à titre individuel par l'autorité d'agrément du pays d'expédition ou par les autorités responsables du régime de sûreté des trains de fret empruntant le tunnel sous la Manche. Les fonctionnaires des Douanes et des Accises peuvent toutefois contrôler la présence et la conformité des scellés sur des conteneurs.

Art. 5. Le Commissaire du Gouvernement près la Société Nationale des CFL est désigné autorité d'agrément.

Art. 6. L'agrément du plan de sûreté est valable pour un an.

Son renouvellement a lieu d'après les dispositions de l'article 2.

Art. 7. L'autorité d'agrément peut procéder ou faire procéder à tout moment au contrôle de l'application des conditions du plan de sûreté.

Elle soumet le plan de sûreté au moins tous les trois ans au réexamen par un organisme indépendant, répondant aux conditions de l'article 2, alinéa 2.

Art. 8. Les frais des procédures d'agrément et de contrôle ainsi que le coût d'acquisition des équipements visés au présent règlement sont à charge de l'exploitant du site.

Art. 9. Le présent règlement sera publié au Mémorial.

Luxembourg, le 4 octobre 1994.

La Ministre des Transports,
Mady Delvaux-Stehres

Règlement ministériel du 12 octobre 1994 déterminant les conditions auxquelles sont soumises les acrobaties aériennes dans l'espace aérien luxembourgeois.

La Ministre des Transports,

Vu la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne;

Vu le règlement grand-ducal du 13 mars 1993 refixant les règles de l'air et les dispositions auxquelles est soumise la circulation aérienne;

Vu le règlement ministériel du 22 juin 1993 concernant la subdivision, la classification et les conditions d'utilisation de l'espace aérien luxembourgeois, les procédures de calage altimétrique ainsi que les organes chargés de fournir les services de la circulation aérienne;

Vu le règlement grand-ducal du 13 janvier 1993 réglementant les licences et qualifications du personnel de conduite des aéronefs;

Arrête:**Art. 1^{er}. Applicabilité.**

Les prescriptions contenues dans le présent règlement s'appliquent aux acrobaties aériennes effectuées dans l'espace aérien luxembourgeois.

Pour l'application du présent règlement, les termes «acrobaties aériennes» signifient les manoeuvres effectuées intentionnellement par un aéronef, comportant un changement brusque d'assiette, une position anormale ou une variation anormale de la vitesse.

Art. 2. Aéronef et personnel de conduite.

Tout aéronef utilisé pour des acrobaties aériennes doit être certifié à cet effet par le constructeur moyennant une mention spéciale figurant dans le manuel de vol.

Aucun pilote n'est autorisé à effectuer des acrobaties aériennes s'il ne répond pas aux dispositions réglementaires correspondantes prescrites par le règlement grand-ducal du 13 janvier 1993 réglementant les licences et qualifications du personnel de conduite d'aéronefs.

Le consentement exprès de tous les occupants de l'aéronef est requis pour chaque évolution.

Art. 3. Espaces aériens.

Les acrobaties aériennes ne pourront être effectuées que dans les espaces aériens définis ci-après:

A. — Limites latérales:

1. Secteur pour planeurs:

Rectangle de 3000 m sur 1000 m, parallèle à la route N 12 entre le lieu-dit Rippweiler Barrière et le croisement à cote 278 au nord de Rippweiler Barrière. Il est réparti symétriquement de part et d'autre de cette route, le milieu de sa base (largeur) sud-est étant le lieu-dit Rippweiler Barrière.

Le secteur est défini par les coordonnées géographiques (système géodésique européen unifié (ED 50) ci-après:

- 49° 45' 35" N 005° 57' 57" E
- 49° 45' 08" N 005° 57' 28" E
- 49° 46' 03" N 005° 55' 25" E
- 49° 46' 30" N 005° 55' 53" E

2. Secteur pour avions:

Rectangle de 3000 m sur 1000 m, dont la longueur Est prend son origine à la cote 500 (jonction de la route venant de Crendal avec la route N 12) et dont le gisement est parallèle à la route N 12 entre Feitsch et la cote 501 au Sud de Feitsch.

Le secteur est défini par les coordonnées géographiques (système géodésique européen unifié (ED 50) ci-après:

- 50° 02' 45" N 005° 53' 51" E
- 50° 01' 08" N 005° 53' 39" E
- 50° 01' 11" N 005° 52' 49" E
- 50° 02' 47" N 005° 53' 01" E

B. — Limites verticales:

Les acrobaties aériennes ne peuvent être effectuées qu'entre 450 m (1500 pieds) QFE (sol) minimum et le FL (niveau de vol) 50 maximum.

Les acrobaties aériennes jusqu'au FL 70 maximum peuvent être effectuées avec autorisation spéciale du Bureau du Contrôle d'Approche (APP) lorsque les conditions de trafic aérien le permettent.

Art. 4. Conditions météorologiques.

Les acrobaties aériennes ne sont autorisées que de jour et dans les conditions météorologiques de vol à vue.

En aucun cas les acrobaties aériennes dans l'espace aérien ne peuvent s'effectuer dans les nuages ou à travers les nuages; le contact visuel avec le sol devra être maintenu à tout moment.

Art. 5. Procédures de vol.

Les acrobaties aériennes dans l'espace aérien contrôlé sont soumises à l'autorisation préalable de l'organe de contrôle de la circulation aérienne (ATC) approprié.

L'autorisation accordée par le Bureau du Contrôle d'Approche (APP) ne modifie en rien l'obligation du pilote commandant de bord de s'assurer que les acrobaties aériennes peuvent s'effectuer sans danger pour les aéronefs en vol conformément aux dispositions des paragraphes 3.2.1. et 3.2.2. du règlement grand-ducal du 13 mars 1993 refixant les règles de l'air et les dispositions auxquelles est soumise la circulation aérienne.

L'organe de contrôle de la circulation aérienne approprié sera informé dans les meilleurs délais du début, de la fin et de toute annulation des manoeuvres d'acrobaties aériennes pour lesquelles une autorisation a été obtenue.

Art. 6. Le présent règlement sera publié au Mémorial.

Luxembourg, le 12 octobre 1994.

La Ministre des Transports,
Mady Delvaux-Stehes

Règlement grand-ducal du 19 octobre 1994 modifiant le règlement grand-ducal du 22 février 1986 fixant les redevances pour l'utilisation de l'espace aérien.

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu l'accord multilatéral relatif aux redevances de route, fait à Bruxelles le 12 février 1981 et approuvé par la loi du 9 novembre 1982;

Vu la loi du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne, notamment l'article 7;

Vu le règlement grand-ducal du 22 février 1986 fixant les redevances pour l'utilisation de l'espace aérien;

Considérant la nécessité de mettre en oeuvre sans délai la décision du 27 mai 1994 de la Commission élargie d'Euro-control relatives à la détermination des taux unitaires et des tarifs transatlantiques pour la période d'application commençant le 1^{er} juillet 1994;

Vu l'article 27 de la loi du 8 février 1961 portant organisation du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre des Transports et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. L'article 5 du règlement grand-ducal du 22 février 1986 fixant les redevances pour l'utilisation de l'espace aérien est remplacé par la disposition suivante:

«Avec effet à partir du 1^{er} juillet 1994, le taux unitaire de redevance est de 68,59 écus, basé sur un taux de change de 40,2940 francs luxembourgeois pour 1 écu.»

Art. 2. Le tableau des redevances figurant en annexe au même règlement grand-ducal est remplacé par le tableau figurant en annexe au présent règlement.

Art. 3. Notre Ministre des Transports et Notre Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

La Ministre des Transports,

Mady Delvaux-Stehres

Le Ministre des Finances,

Jean-Claude Juncker

Château de Berg, le 19 octobre 1994.

Jean

—
ANNEXE

Redevances pour les vols visés à l'article 9 pour un aéronef dont le coefficient poids est égal à 1 (50 tonnes)

Les tarifs indiqués à la colonne 3 sont basés sur les taux de change suivants par rapport à l'ECU:

1,95094 DEM (République Fédérale d'Allemagne), 40,2940 BEF (Belgique), 6,64476 FRF (France), 0,760394 GBP (Royaume Uni), 40,2940 LUF (Luxembourg), 2,19395 NLG (Pays-Bas), 0,806562 IEP (Irlande), 1,72410 CHF (Suisse), 190,384 PTE (Portugal), 13,7310 ATS (Autriche), 153,043 ESP (Espagne), 266,971 GRD (Grèce), 12,721,3 TRL (Turquie), 0,443779 MTL (Malte), 0,582156 CYP (Chypre), 107,520 HUF (Hongrie).

Tarifs pour les vols visés à l'article 8 des conditions d'application pour un aéronef dont le coefficient poids est égal à un (50 tonnes métriques) à partir du 1^{er} juillet 1994

Tariffs for flights referred to in article 8 of the conditions of application for an aircraft of which the weight factor equals one (50 metric tons) from 1 July 1994

| Aerodroms of departure (or of first destination) situated Aérodromes de départ (ou de première destination) situés | Aerodromes of first destination (or of departure) Aérodromes de première destination (ou de départ) | ECU |
|--|--|--|
| 1 | 2 | 3 |
| ZONE I - between 14° W & 110° W and North of 55° N with the exception of Iceland - entre 14° O & 110° O et au nord de 55° N excepté l'Islande | FRANKFURT LONDON PARIS PRESTWICK | 1.290,53 852,57 1.130,38 446,52 |
| ZONE II - between 40° W & 110° W and 28° N & 55° N - entre 40° O & 110° O et 28° N & 55° N | ABIDJAN AMMAN AMSTERDAM ATHINAI BALE-MULHOUSE | 144,39 1.681,58 836,27 1.226,64 956,72 |

| Aerodroms of departure (or of first destination) situated Aérodromes de départ (ou de première destination) situés | Aerodromes of first destination (or of departure) Aérodromes de première destination (ou de départ) | ECU |
|---|--|--|
| 1 | 2 | 3 |
| ZONE II (continued/suite) - between 40° W & 110° W and 28° N & 55° N - entre 40° O & 110° O et 28° N & 55° N | BANJUL BARCELONA BELFAST BERLIN BIRMINGHAM BORDEAUX BRISTOL BRUXELLES BUCURESTI BUDAPEST CAIRO CARDIFF CASABLANCA DAKAR DUBLIN DÜSSELDORF EAST MIDLANDS FRANKFURT GENEVA GLASGOW HAMBURG HELSINKI ISTANBUL/ATATÜRK JEDDAH JOHANNESBURG, JAN SMUTS KIEV KØBENHAVN KÖLN-BONN LAGOS LAMEZIA TERME LAS PALMAS, GRAN CANARIA LEEDS AND BRADFORD LILLE LISBOA LONDON LUXEMBOURG LYON MAASTRICHT MADRID MALAGA MANCHESTER MANSTON MARSEILLE MILANO MONROVIA MOSKVA MÜNCHEN NANTES NAPOLI-CAPODICHINO NEWCASTLE NICE OOSTENDE OSLO | 139,93 785,01 196,09 1.129,40 476,54 543,92 476,56 794,69 1.697,19 1.447,33 1.405,89 321,03 338,83 139,82 144,85 951,70 526,39 1.065,25 950,05 289,82 886,30 497,30 1.499,90 1.592,46 140,16 1.016,24 749,18 996,73 140,60 1.210,75 500,16 469,81 721,65 382,67 561,61 929,16 929,72 868,39 569,08 619,75 432,03 635,02 963,42 1.031,58 139,93 538,22 1.252,64 490,67 1.070,21 451,60 971,48 709,10 555,19 |

| Aerodroms of departure (or of first destination) situated Aérodromes de départ (ou de première destination) situés | Aerodromes of first destination (or of departure) Aérodromes de première destination (ou de départ) | ECU |
|--|---|--|
| 1 | 2 | 3 |
| ZONE II (continued/suite) - between 40° W & 110° W and 28° N & 55° N - entre 40° O & 110° O et 28° N & 55° N | PARIS PONTA DELGADA,AÇORES PORTO PRAHA PRESTWICK RIYADH ROMA SAL I., CABOVERDE SANTA MARIA,AÇORES SANTIAGO, ESPAÑA SHANNON SOFIA STOCKHOLM STUTT GART TEL-AVIV TENERIFE TIMISOARA/GIARMATA TORINO TOULOUSE-BLAGNAC VENEZIA WARSZAWA WIEN ZÜRICH | 741,21 145,17 281,89 1.278,37 289,82 1.573,40 1.121,68 139,82 155,32 264,44 100,43 1.539,85 555,19 1.088,40 1.570,37 458,02 1.697,19 1.088,11 710,16 1.313,41 891,69 1.474,45 1.103,52 |
| ZONE III - West of 110° W and between 28° N & 55° N - à l'ouest de 110° O et entre 28° N & 55° N | AMSTERDAM DÜSSELDORF FRANKFURT GENEVA HAMBURG KØBENHAVN LONDON LUXEMBOURG MADRID MANCHESTER MILANO MÜNCHEN PARIS PRESTWICK ROMA SHANNON ZÜRICH | 948,39 1.038,14 1.089,27 1.298,35 706,97 778,14 799,78 1.141,57 457,76 633,11 1.071,43 1.513,11 929,50 398,64 1.071,43 95,68 1.378,63 |
| ZONE IV - West of 40° W and between 20° N & 28° N including Mexico - à l'ouest de 40° O et entre 20° N & 28° N incluant le Mexique | AMSTERDAM BARCELONA BERLIN BRUXELLES DÜSSELDORF FRANKFURT GÖTEBORG HAMBURG HELSINKI | 811,83 895,04 1.007,43 821,81 955,84 1.055,00 678,71 1.006,83 491,78 |

| Aerodroms of departure (or of first destination) situated Aérodromes de départ (ou de première destination) situés | Aerodromes of first destination (or of departure) Aérodromes de première destination (ou de départ) | ECU |
|--|--|--|
| 1 | 2 | 3 |
| ZONE IV (continued/suite) - West of 40° W and between 20° N & 28° N including Mexico - à l'ouest de 40° O et entre 20° N & 28° N incluant le Mexique | KØBENHAVN KØLN-BONN LISBOA LONDON MADRID MANCHESTER MILANO MÜNCHEN OSLO PARIS PRAHA ROMA SAL I., CABOVERDE SANTA MARIA,AÇORES SHANNON STOCKHOLM WIEN ZÜRICH | 791,12 936,69 437,62 603,75 601,64 399,88 968,16 1.204,53 497,87 681,93 1.218,01 1.107,52 91,32 156,21 181,54 550,38 1.398,31 1.028,37 |
| ZONEV - West of 40° W and between the Equator and 20° N - à l'ouest de 40° O et entre l'équateur & 20° N | AMSTERDAM BALE-MULHOUSE BARCELONA BORDEAUX DÜSSELDORF FRANKFURT GLASGOW HAMBURG HELSINKI KØLN-BONN LAS PALMAS, GRAN CANARIA LISBOA LONDON LYON MADRID MANCHESTER MARSEILLE MILANO MÜNCHEN NANTES PARIS PORTO PORTO SANTO, MADEIRA PRESTWICK ROMA SANTIAGO, ESPAÑA SANTA MARIA,AÇORES SHANNON STOCKHOLM TENERIFE TOULOUSE-BLAGNAC WIEN ZÜRICH | 988,34 1.037,02 915,72 725,37 1.148,87 1.131,06 415,43 1.109,86 647,37 1.073,96 644,64 518,87 780,06 979,47 702,18 605,78 1.142,17 1.082,77 1.229,15 687,71 818,46 504,51 316,80 425,87 1.261,42 520,03 204,38 275,55 1.198,67 639,08 963,34 1.247,56 1.147,43 |

Règlement grand-ducal du 19 octobre 1994 sur la réglementation et la signalisation routières à l'occasion de travaux de redressement de la RN 1 entre Merttert et Wasserbillig.

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, telle qu'elle a été modifiée et complétée dans la suite;

Vu l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, tel qu'il a été modifié et complété dans la suite;

Vu l'article 27 de la loi du 8 février 1961 portant organisation du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre des Travaux Publics et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. A l'occasion de travaux de redressement de la RN 1, entre Merttert et Wasserbillig, ladite route est interdite à la circulation dans le sens Merttert-Wasserbillig.

Cette interdiction ne s'applique pas aux autobus de ligne.

Cette prescription sera indiquée par le signal C,1a accompagné d'un panneau additionnel portant l'inscription «sauf autobus de ligne».

Une déviation en direction d'Allemagne se fera par l'autoroute de Trèves et en direction d'Echternach par les CR 141 et 139, via Mompach.

Les véhicules ayant un poids en charge supérieur à 3,5 tonnes seront déviés via l'autoroute Luxembourg-Trèves. Ils seront autorisés à sortir de l'autoroute par l'échangeur Wasserbillig-Nord. Pendant la durée de la déviation, la bretelle qui descend dudit échangeur près des anciennes carrières dolomites est ouverte à la circulation des véhicules ayant un poids en charge supérieur à 3,5 tonnes. Le signal C,7 portant l'inscription 3,5 t posé sur cette voie est enlevé.

Après l'achèvement des travaux l'interdiction d'accès aux véhicules ayant un poids en charge supérieur à 3,5 tonnes sera rétablie.

Le CR 141 à partir de son intersection avec le chemin vicinal, dit «rue de Mompach», jusqu'à la localité de Wasserbillig est interdit aux véhicules ayant un poids en charge supérieur à 3,5 tonnes. Cette prescription est indiquée par le signal C,7 portant l'inscription 3,5 t.

Dans la partie de la RN 1 dite Grand-Rue à Wasserbillig, points kilométriques 33,800-34,110, la circulation sera également interdite aux autobus de ligne en direction d'Echternach.

Une déviation locale se fera pour lesdits autobus de ligne.

Art. 2. Les obstacles formés par l'exécution des travaux doivent être signalés conformément aux dispositions de l'article 102 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques.

Art. 3. Les infractions aux dispositions du présent règlement sont punies conformément à l'article 7 modifié de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques.

Art. 4. Notre Ministre des Travaux Publics est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

Le Ministre des Travaux Publics,
Robert Goebbels

Château de Berg, le 19 octobre 1994.
Jean

Règlement grand-ducal du 3 novembre 1994 portant déclaration d'obligation générale de la convention collective de travail pour chauffeurs de taxis conclue entre les syndicats FNCTTFEL/ACAL, FCPT, OGB-L et LCGB d'une part et la Fédération des patrons loueurs de taxis et d'ambulances d'autre part.

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu l'article 9 de la loi du 12 juin 1965 concernant les conventions collectives de travail et l'article 22 modifié de l'arrêté grand-ducal du 6 octobre 1945 ayant pour objet l'institution, les attributions et le fonctionnement d'un Office national de conciliation;

Sur proposition concordante des membres permanents et des membres spéciaux de chacune des parties représentées à la Commission paritaire de conciliation et sur avis des chambres professionnelles compétentes;

Vu l'article 27 de la loi du 8 février 1961 portant organisation du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre du Travail et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. La convention collective de travail pour chauffeurs de taxis conclue entre les syndicats FNCTTFEL/ACAL, FCPT, OGB-L et LCGB d'une part et la Fédération des patrons loueurs de taxis et d'ambulances d'autre part, est déclarée d'obligation générale pour l'ensemble de la profession pour laquelle elle a été établie.

Art. 2. Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial, avec la convention collective de travail prémentionnée.

Le Ministre du Travail,
Jean-Claude Juncker

Château de Berg, le 3 novembre 1994.
Jean

CONVENTION COLLECTIVE POUR CHAUFFEURS DE TAXIS
applicable à partir du 1^{er} avril 1994

Convention collective conclue entre

- la Fédération des Patrons Loueurs de Taxis et d'Autos du Grand-Duché de Luxembourg
- la Fédération des Entrepreneurs de Taxis du Grand-Duché de Luxembourg

d'une part, et

- la Fédération Nationale des Cheminots, Travailleurs du Transport, Fonctionnaires et Employés du Luxembourg «FNCTTFEL» Secteur ACAL - Section TAXIS
- la Fédération Chrétienne du Personnel des Transports FCPT
- la Confédération Syndicale Indépendante OGB-L
- la Confédération Luxembourgeoise des Syndicats Chrétiens LCGB

d'autre part.

Art. 1^{er}. Objet. La convention a pour but de garantir des conditions de rémunération et de travail réglées, de combattre la concurrence déloyale et de maintenir la paix sociale pour tous les salariés énumérés à l'article 2.

Art. 2. Champ d'application. La présente convention collective s'applique:

- a) à toutes les entreprises de louage de taxis et d'autos dont le siège social est établi sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.
- b) à toutes les personnes exerçant dans ces entreprises le métier de chauffeur de taxis à titre principal et détentrices des autorisations officielles requises.

Art. 3. Conclusion et résiliation du contrat de travail. La conclusion et la résiliation du contrat de travail s'effectue conformément à la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail (voir annexe).

Art. 4. Généralités.

1. Les salariés soumis à la convention sont obligés de respecter la durée de travail. Le temps requis pour s'habiller, pour se déshabiller ainsi que pour se laver et faire la toilette n'est pas considéré comme travail effectif.
2. Le salarié répond de la bonne et loyale exécution du travail qui lui est confié. Il est tenu, le cas échéant, au remboursement d'un dommage occasionné directement à l'employeur par suite de négligence grave pour des travaux qui lui sont confiés.
3. Pour toute absence du travail, le salarié doit solliciter l'autorisation au moins trois jours ouvrables à l'avance.
En cas d'événements imprévus tels que maladie, ou de problèmes familiaux comme décès du conjoint ou d'un parent du premier degré ainsi qu'accouchement de la conjointe ou maladie grave du conjoint, le salarié est tenu d'informer l'employeur au plus tard 3 heures avant le début du travail, sauf en cas de force majeure. En cas de maladie, un certificat médical doit être produit dans les trois jours.
4. Pendant la durée prévue du travail, l'employeur doit occuper le salarié à plein temps. Lorsqu'un taxi tombe en panne et qu'il n'y a pas d'autre voiture pour le remplacer, le chômage en résultant peut d'un commun accord être changé en congé.

Art. 5. Amplitude du tour de service. L'amplitude journalière pendant laquelle le chauffeur est à la disposition de l'employeur ne doit pas dépasser 12 heures.

L'amplitude comprend le temps de travail effectif ainsi que les pauses dont une au moins doit durer 1 heure.

Art. 6. Durée du travail effectif. La durée journalière du travail effectif est de 8 heures et peut être prolongée jusqu'à 9 heures sans pour autant dépasser la durée du travail hebdomadaire de 48 heures.

Est considérée comme durée du travail effectif l'amplitude moins les pauses.

Art. 7. Heures supplémentaires. Il est interdit aux chauffeurs de taxis de prester des heures supplémentaires.

Art. 8. Repos journalier. Est considéré comme repos journalier le temps entre deux amplitudes. Il a une durée ininterrompue de 12 heures.

Art. 9. Jour de repos périodique. Chaque salarié a droit à d'autant de jours de repos par mois qu'il y a de dimanches dans le mois en question. Par année civile au 1/3 de ces jours de repos doivent tomber sur un dimanche. Chaque jour de repos comprend au moins 36 heures.

Art. 10. Travail de dimanche et des jours fériés. Le travail de dimanche et des jours fériés légaux est admissible et sera rémunéré d'après les dispositions des lois du 1^{er} août 1988 resp. du 10 avril 1976.

Art. 11. Congé et congé extraordinaire. L'octroi du congé annuel et du congé extraordinaire éventuel est régi par les dispositions de la loi coordonnée du 20 septembre 1979.

Art. 12. Contrôle. En principe le contrôle du temps de conduite et du temps de repos se fait sur base du carnet de bord.

Art. 13. Frais de déplacement. Lorsque le chauffeur, dans l'exécution de son service, est obligé de séjourner sans interruption pendant une journée entière, c.-à-d. pendant au moins 8 heures, en dehors de son lieu de travail et de son domicile, il a droit à une indemnité de nourriture exempte d'impôts qui se chiffre au moins à 275 francs.

Art. 14. Paiement du salaire. En principe le paiement du salaire se fait mensuellement, en une tranche, et au plus tard le 10 du mois suivant, conjointement avec un décompte indiquant le salaire brut, les retenues légales, d'éventuels suppléments et le salaire net. Il reste toutefois possible que le chauffeur reçoive une avance avant la fin du mois, cette avance ne peut toutefois dépasser les 2/3 du salaire mensuel normal.

Les erreurs commises lors du paiement des salaires doivent être redressées immédiatement, celles commises lors du calcul doivent être rectifiées au plus tard dans les 8 jours.

Art. 15. Barème des salaires.

a) salaire minimum

Le salaire minimum brut mensuel est proportionnel à 208 heures de travail effectif. Il est échelonné comme suit:

| Année de service | Salaire minimum (indice 522,24) Brut mensuel |
|------------------|---|
| 1. | 49.672,— |
| 2. 3. 4. | 50.000,— |
| 5. 6. 7. | 50.500,— |
| 8. 9. 10. | 51.000,— |
| 11. 12. | 51.688,— |
| 13. 14. | 53.842,— |
| 15. 16. | 54.919,— |
| 17. 18. | 57.073,— |
| 19. 20. 21 | 58.149,— |
| 22. 23. 24. | 60.303,— |
| 25 et plus | 62.995,— |

Lorsque la moyenne semestrielle de l'indice augmente ou diminue de 2,5%, les salaires minima ci-dessus seront majorés ou réduits de 2,5%.

b) salaire effectif

Le salaire mensuel effectif s'élève à 33% des recettes totales hors TVA du chauffeur. Ne sont pas compris dans les recettes totales les suppléments de nuit et de dimanche, les suppléments pour transport de valises et pour courses à l'étranger ainsi que les pourboires éventuels. L'employeur renonce à ces recettes au profit du salarié.

Les recettes totales hors TVA seront divisées par le nombre de kilomètres couverts.

Lorsque le résultat de ce calcul dépasse le prix maximum légalement fixé par kilomètre

de 10%, le salaire mensuel effectif comportera 34% des recettes totales hors TVA.

de 15%, le salaire mensuel effectif comportera 35% des recettes totales hors TVA.

de 20%, le salaire mensuel effectif comportera 36% des recettes totales hors TVA.

Lorsque les recettes totales le permettent, un pourcentage plus élevé devra être accordé.

Lorsque le salaire mensuel effectif ainsi calculé n'atteint pas le salaire minimum prévu sub) a) correspondant aux années de service du salarié, ce salaire minimum doit en tout cas être payé.

Le salaire brut qui dépasse le salaire minimum correspondant aux années de service du salarié est considéré comme participation aux bénéfices et n'est donc pas soumis à l'adaptation des salaires à l'indice du coût de la vie prescrite par la loi.

A l'exception des prescriptions légales concernant le délai de congédiement, toutes les dispositions de cette convention comptent également pendant le temps d'essai qui peut comporter 3 mois au plus. Le temps d'essai fera partie du temps de service.

Les avantages de toutes sortes concernant les conditions de travail et de salaire qui existent lors de l'entrée en vigueur de cette convention ainsi que les avantages qui sont concédés au salarié au cours de la durée de la convention et qui représentent une amélioration de la convention collective actuellement en vigueur, sont à considérer comme un arrangement entre l'employeur et le salarié et ne peuvent ni être incluses dans les conditions de la convention collective ni être soumises aux variations de l'indice du coût de la vie.

c) Cotisations sociales et fiscales relatives aux pourboires encaissés par les chauffeurs de taxis

Dans le contexte des cotisations précitées, la législation afférente est applicable. (Taux applicable actuellement: 3% de la recette).

Art. 16. Maintien de la paix sociale, Interprétation de la convention, Conciliation et aplanissement de conflits. Afin de maintenir la paix sociale au sein de l'entreprise et de la profession, les parties contractantes et leurs membres s'engagent à renoncer à toute menace ou exécution d'une grève resp. à tout lockout pendant la durée de la présente convention. En outre ils s'engagent à s'abstenir de tout acte qui puisse compromettre la bonne collaboration entre salariés et employeurs.

Des accords supplémentaires moins favorables ou contraires aux dispositions ou à l'esprit de la présente convention ne sont pas admissibles. Les difficultés issues de l'application ou de l'interprétation des dispositions de la présente convention sont, si possible, aplanies à l'amiable par les parties contractantes elles-mêmes.

Afin de régler les difficultés issues de l'interprétation de la convention, une commission paritaire des contrats, composée de 2 délégués des employeurs et de 2 délégués des salariés, sera constituée. Lorsque cette commission n'arrive pas à un arrangement, un arbitre peut être chargé de la décision. Les décisions interprétatives de la commission des contrats resp. de l'arbitre sont d'application générale et constituent un complément au texte du contrat.

Art. 17. Durée du contrat. Conformément aux dispositions de l'article 1^{er}, la convention entre en vigueur le 1^{er} avril 1994 pour une durée de deux années c.-à-d. elle prendra fin le 31 mars 1996.

Elle ne peut être dénoncée par une des parties contractantes que moyennant un préavis de 3 mois.

Lorsque la convention n'est pas dénoncée, il y a reconduction tacite d'une année, avec observation d'un délai de préavis de 3 mois.

La présente convention sera signée en 8 exemplaires. Chaque partie contractante en reçoit un exemplaire. Un exemplaire sera déposé auprès de l'Inspection du Travail et des Mines, un autre en sera transmis à l'Office National de Conciliation.

Luxembourg, le 25 avril 1994.

| | |
|---|---------------|
| Pour la Fédération des Patrons Loueurs de Taxis et d'Autos du Grand-Duché de Luxembourg | |
| Jean Turpel | François Weis |
| Pour la Fédération des Entrepreneurs de Taxis du Grand-Duché de Luxembourg | |
| J.-P. Gallé | Carlo Pirsch |
| Pour la Fédération Nationale des Cheminots, Travailleurs du Transport, Fonctionnaires et Employés «FNCTTFEL» Secteur ACAL - Section Taxis | |
| Marcel Arendt | Josy Konz |
| Pour la Fédération Chrétienne du Personnel des Transports FCPT | |
| Tun Rassel | Jos. Hammerel |
| Pour la Confédération Syndicale Indépendante OGB-L | |
| Eugène Bausch | |
| Pour la Confédération Luxembourgeoise des Syndicats Chrétiens LCGB | |
| André Wantz | |

Règlement grand-ducal du 3 novembre 1994 portant déclaration d'obligation générale de la convention collective de travail pour le métier de mécanicien de machines agricoles conclue entre la Confédération luxembourgeoise des syndicats chrétiens d'une part et la Fédération des entreprises du machinisme agricole du Grand-Duché de Luxembourg d'autre part.

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu l'article 9 de la loi du 12 juin 1965 concernant les conventions collectives de travail et l'article 22 modifié de l'arrêté grand-ducal du 6 octobre 1945 ayant pour objet l'institution, les attributions et le fonctionnement d'un Office national de conciliation.

Sur proposition concordante des membres permanents et des membres spéciaux de chacune des parties représentées à la Commission paritaire de conciliation et sur avis des chambres professionnelles compétentes;

Vu l'article 27 de la loi du 8 février 1961 portant organisation du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre du Travail et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. La convention collective de travail pour le métier de mécanicien de machines agricoles conclue entre la Confédération luxembourgeoise des syndicats chrétiens d'une part et la Fédération des entreprises du machinisme agricole du Grand-Duché de Luxembourg d'autre part, est déclarée d'obligation générale pour l'ensemble de la profession pour laquelle elle a été établie.

Art. 2. Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial, avec la convention collective de travail prémentionnée.

Le Ministre du Travail,
Jean-Claude Juncker

Château de Berg, le 3 novembre 1994.
Jean

KOLLEKTIVVERTRAG FÜR DEN LUXEMBURGISCHEN LANDWIRTSCHAFTLICHEN MASCHINENHANDEL
abgeschlossen zwischen der
Fédération des Entreprises du Machinisme Agricole du Grand-Duché de Luxembourg a.s.b.l. (F.E.M.A.L.)
einerseits und der vertragsschliessenden Gewerkschaft
LETZEBUERGER CHRESCHTLECHE GEWERKSCHAFTSBOND (LCGB)
andererseits

Zweck und Geltungsbereich

Art. 1. Zweck. Der Vertrag bezweckt die Sicherung geordneter Lohn- und Arbeitsbedingungen für alle Arbeiter des landwirtschaftlichen Maschinenhandels und dient damit der Bekämpfung unlauteren Wettbewerbs, der Wahrung des sozialen Friedens in Betrieb und Beruf, sowie der Unterbindung der Schwarzarbeit.

Art. 2. Geltungsbereich.

- 1) räumlich: für das gesamte Grossherzogtum Luxemburg
- 2) fachlich: für alle Betriebe, die eine oder mehrere der folgenden Arbeiten, Lieferungen und Leistungen ausführen: Verkauf, Reparatur, Unterhalt und Dienstleistung an landwirtschaftlichen Maschinen jeder Art nebst Zubehör.
- 3) persönlich: für alle, in den vorgenannten Unternehmen als Gesellen, Arbeiter und Jungarbeiter beschäftigten Lohnempfänger.

Einstellungen und Entlassungen

Art. 3. Einstellung und Probezeit.

- 1) Unbeschadet der in diesem Vertrag aufgeführten Bestimmungen wird das Arbeitsverhältnis grundsätzlich durch das Gesetz vom 24. Mai 1989 über den Arbeitsvertrag und den Kündigungsschutz für Arbeiter geregelt.
- 2) Jede Einstellung von Arbeitskräften geschieht gemäss den diesbezüglichen Gesetzesbestimmungen.
- 3) Die ersten zwei (2) Monate bei nicht-qualifizierten resp. vier (4) Monate bei qualifizierten Beschäftigten nach der Einstellung gelten als Probezeit. Die Probezeit ist ein integraler Bestandteil jedes Arbeitsverhältnisses und braucht demzufolge nicht schriftlich festgehalten zu werden.

Art. 4. Entlassungen und Kündigungsfristen.

- 1) Grundsätzlich kann von beiden Seiten jederzeit eine Kündigung erfolgen, wobei eine entsprechende Kündigungsfrist einzuhalten ist. Die Kündigungsfristen betragen:
 - a) für den Arbeitnehmer:
 - 1 Monat bei weniger als 5 Dienstjahren
 - 2 Monate bei 5 bis einschliesslich 9 Dienstjahren
 - 3 Monate vom 10. Dienstjahr an.
 - b) für den Arbeitgeber:
 - 2 Monate bei weniger als 5 Dienstjahren
 - 4 Monate bei 5 bis einschliesslich 9 Dienstjahren
 - 6 Monate vom 10. Dienstjahr an.
- 2) Bei den vorgenannten, erfolgten Kündigungen durch den Arbeitgeber hat der Arbeitnehmer Anrecht auf nachfolgende Abgangsentschädigungen:

| | |
|--|---------------|
| a) bei mehr als 5 und weniger als 10 Dienstjahren: | 1 Monatslohn |
| b) bei 10 bis 15 Dienstjahren: | 2 Monatslöhne |
| c) ab dem 15. Dienstjahr: | 3 Monatslöhne |
- 3) Abweichend von den Bestimmungen des vorherigen Absatzes kann der Arbeitgeber in den Betrieben, die weniger als 20 Arbeiter beschäftigen, entweder für die erwähnten Arbeitsentschädigungen oder für die in Absatz 1 festgelegten, jedoch in diesem Fall verlängerten Kündigungsfristen optieren. Diese Kündigungsfristen betragen dann 5 resp. 8, resp. 9 Monate-
- 4) Während der Kündigungsfrist kann der Arbeitnehmer bis zu sechs (6) Tage Urlaub zur Suche eines neuen Arbeitsplatzes beantragen, unter der Bedingung, dass er als Arbeitssuchender beim Arbeitsamt eingetragen ist und dass er nachweisen kann, dass die beantragte Zeit zu einer Vorstellung bei einem Arbeitgeber diene.
- 5) Binnen 1 Monat kann der Arbeitnehmer per Einschreibebrief eine Begründung der Kündigung verlangen, die der Arbeitgeber innerhalb von einem Monat ab dem Erhalt der Anfrage per Einschreibebrief mitteilen muss.
- 6) Derjenige Partner, der das Arbeitsverhältnis auflöst ohne die gesetzlichen bzw. vertraglichen Bestimmungen einzuhalten schuldet dem anderen eine Entschädigung, die dem Lohn der nicht eingehaltenen Frist entspricht.
- 7) Das Arbeitsverhältnis muss vom Arbeitnehmer sowie vom Arbeitgeber schriftlich, und zwar durch Einschreibebrief erfolgen, gekündigt werden; das Gegenzeichnen einer Abschrift des Kündigungsschreibens ist ebenfalls statthaft.
- 8) Die Klage wegen unberechtigter Entlassung muss innerhalb von drei Monaten erfolgen. Für Streitfälle, welche die Bestimmungen über den Arbeitsvertrag und die Entlassungen betreffen, sind die Arbeitsschiedsgerichte zuständig.

Art. 5. Fristlose Kündigung.

- 1) Das Arbeitsverhältnis kann wegen schwerer Vergehen sofort aufgelöst werden mit Anspruch auf Schadenersatz. Eine fristlose Kündigung muss durch Einschreibebrief binnen einer Frist von drei (3) Arbeitstagen erfolgen, wobei der oder die Gründe anzugeben sind, welche die Kündigung veranlasst haben.
- 2) Eine fristlose Kündigung durch den Arbeitgeber kann in nachstehenden Fällen erfolgen und zwar wenn der Arbeitnehmer:
 - a) bei der Einstellung falsche oder gefälschte Papiere vorgelegt oder ein ihn noch bindendes Arbeitsverhältnis verschwiegen hat;
 - b) seine Arbeit ohne triftigen Grund verlässt oder sich weigert, den Anordnungen seines Vorgesetzten, soweit sie die auszuführenden Arbeiten betreffen, Folge zu leisten;
 - c) böswilligerweise die Sicherheit des Betriebes, die seiner Mitarbeiter oder seine eigene gefährdet oder anderen körperlichen oder materiellen Schaden zufügt;
 - d) sich an der Arbeitsstelle Tätlichkeiten oder grober Beleidigungen gegenüber einem Arbeitskollegen oder Vorgesetzten schuldig macht;
 - e) sich unredlich oder sittenwidriger Handlungen an der Arbeitsstelle schuldig macht;
 - f) mit Vorbedacht oder offensichtlicher Fahrlässigkeit, oder unter Alkoholeinfluss, dem Arbeitgeber materiellen Schaden zufügt oder die Absicht hierzu zum Ausdruck bringt;
 - g) ohne Erlaubnis oder triftigen Grund während drei (3) aufeinanderfolgenden Tagen abwesend war oder trotz schriftlicher oder mündlicher Verwarnung (im Beisein von Zeugen) sich wiederholter, unerlaubter Abwesenheiten schuldig macht;
 - h) seine Pflichten gröblich verletzt oder gegen die korrekte Erfüllung des Kollektivvertrages verstösst;
 - i) der Schwarzarbeit nachgeht.

Eine fristlose Kündigung durch den Arbeitnehmer kann erfolgen, wenn:

- a) ein Vorgesetzter sich ihm gegenüber Tätlichkeiten oder grober Beleidigungen schuldig macht;
- b) ihm der erfallene Lohn vorenthalten wird oder seine Rechte auf dem Gebiet der Sozialversicherungen nicht gewahrt werden;
- c) ihm unehrliche Handlungen zugemutet werden und die Bestimmungen dieses Vertrages an ihm nicht erfüllt werden.

Art. 6. Kündigungsbeschränkungen und zusätzliche Bestimmungen.

- 1) Ist im Betrieb ein Personalausschuss vorhanden, so sind alle Kündigungen und Entlassungen demselben mitzuteilen.
- 2) Eine Entlassung durch den Arbeitnehmer kann nicht erfolgen:
 - a) wegen der Zugehörigkeit zu einer Arbeitnehmerorganisation;
 - b) wegen gewerkschaftlicher Werbearbeit ausserhalb des Betriebes;
 - c) wegen Arbeitsunfähigkeit durch Krankheit oder Unfall und zwar nicht vor 26 Wochen;
 - d) wegen Teilnahme an einem rechtmässigen Streik.
- 3) Beim Verlassen des Betriebes werden dem Arbeitnehmer seine Papiere zurückerstattet und demselben ein Zeugnis ausgestellt, in dem die Art und Dauer der Beschäftigung angegeben sind. Dieses Zeugnis darf keine für den Arbeitnehmer abträglichen Bemerkungen enthalten.
- 4) Falls kollektive Entlassungen vorgenommen werden, sind die diesbezüglichen Bestimmungen des Gesetzes vom 23. Juli 1993 betreffend kollektive Entlassungen anzuwenden.
- 5) Die wegen Arbeitsmangel entlassenen Arbeitnehmer behalten während einem Jahr den Vorrang auf Wiedereinstellung.
- 6) Kündigt der Arbeitnehmer gemäss dem Gesetz des 24. Mai 1989 über den Arbeitsvertrag, so hat er Anrecht auf die sofortige Auszahlung des ihm noch zustehenden Lohnes nach Ablauf der Kündigungsfrist.

Arbeitszeit

Art. 7. Wöchentliche Arbeitszeit.

- 1) Für die Regelung der Arbeitszeit gelten grundsätzlich die Bestimmungen des diesbezüglichen Gesetzes vom 9. Dezember 1970.
- 2) Die wöchentliche Arbeitszeit beträgt 40 Stunden und die tägliche Arbeitszeit beträgt 8 Stunden.
- 3) Jeder Arbeitnehmer hat ein Anrecht auf eine bezahlte 15 minütige Kaffeepause pro Arbeitstag.

Art. 8. Mehrarbeit.

- 1) Als Mehrarbeit gelten die über die normale tägliche und wöchentliche Arbeitszeit hinaus geleisteten Arbeitsstunden. Mehrarbeit ist mit einem entsprechenden Zuschlag zu entschädigen.
- 2) Überstunden, Nacht-, Sonn- und Feiertagsarbeit sind nur in dringenden Fällen und im Rahmen der diesbezüglichen Gesetzesbestimmungen zulässig.
- 3) Für die vorerwähnten Arbeiten (Mehrarbeit) sind folgende Zuschläge zum Stundenlohn zu zahlen:

| | Arbeiter |
|--|----------|
| a) für Überstunden | 25% |
| b) für Sonntagsarbeit | 70% |
| c) für Feiertagsarbeit | 100% |
| d) für Nachtarbeit bei Schichteneinteilung | 15% |

Als Nachtarbeit gilt jede Arbeit, welche in der Zeit von 22 Uhr abends bis 6 Uhr morgens geleistet wird.

Lohnregelung und Einstufung

Art. 9. Mindestlöhne.

- 1) Die gemäss diesem Vertrag angewandten Stundenlöhne richten sich nach denen in Artikel 10 angegebenen Bestimmungen entsprechend der jeweiligen Qualifikation des Arbeitnehmers.
- 2) Die durch diesen Vertrag definierten Stundenlöhne sind in einem Anhang zu diesem Abkommen angeführt und stellen Mindestsätze dar, die unabdingbar sind, d.h. sie können nur zugunsten des Arbeitnehmers abgeändert werden.
- 3) Die angeführten Tariflöhne beruhen auf der 40-Stundenwoche und sind gemäss Artikel 13 dieses Vertrages den Indexschwankungen anzupassen.

Art. 10. Einstufung und Qualifikation. Als qualifizierte Arbeiter gelten die Inhaber des Lehrabschlussdiploms in den Berufen Landmaschinenmechaniker und Baumaschinenmechaniker.

Art. 11. Lohnzahlung.

- 1) Als Lohnperiode gilt der Kalendermonat. Es können wöchentliche, zehntägige oder halbmonatige Vorschüsse gezahlt werden. Spätestens am 10. Kalendertag eines jeden Monats muss die Abrechnung des vorhergehenden Monats erfolgen. Fällt eine Lohnzahlung auf einen arbeitsfreien Tag, so hat die Zahlung am vorhergehenden Arbeitstag zu erfolgen.
- 2) Mit der Endabrechnung ist jedem Arbeitnehmer eine Abrechnung mit getrennter Angabe der Bezüge und Abzüge auszuhändigen, d.h. die Abrechnung muss die Zahl der gearbeiteten Stunden, den Stundenlohn, die Zuschläge, usw. so beinhalten, dass der Arbeitnehmer seinen Lohn mit Leichtigkeit feststellen und nachrechnen kann.

Art. 12. Lohnabzüge.

- 1) Lohnabzüge dürfen nur in berechtigten Fällen erfolgen und müssen begründet und bei der Lohnabrechnung angeführt sein.
- 2) Lehrlingsentschädigungen dürfen wegen Schulbesuchs nicht gekürzt werden, doch werden für unberechtigte Abwesenheiten pro Stunde 1/173 der Gesamtentschädigung in Abzug gebracht.

Art. 13. Anpassung der Löhne an den Lohnindex. Gemäss Artikel 4 des Kollektivvertragsgesetzes vom 12.06.1965 werden sowohl die Tarif- als auch die Effektivlöhne an die Schwankungen des Lohnindexes angepasst und zwar gemäss den geltenden gesetzlichen Bestimmungen.

Urlaub und Arbeitsunterbrechnungen

Art. 14. Der Jahresurlaub.

- 1) Grundsätzlich wird der jährliche Erholungsurlaub geregelt nach den Bestimmungen der diesbezüglichen Gesetze vom 22.04.1966 resp. vom 26.07.1975, welche einen integralen Bestandteil dieses Kollektivvertrages bilden.
- 2) Das Recht auf Urlaub wird nach 3-monatiger, ununterbrochener Beschäftigung beim gleichen Arbeitgeber erwirkt.
- 3) Grundsätzlich beträgt der Urlaub 25 Arbeitstage zu 5 Tagen pro Woche.
- 4) Für jeden Urlaubstag hat der Arbeitnehmer Anrecht auf eine Entschädigung in Höhe des mittleren Tageslohnes der drei (3), dem Urlaub vorangegangenen Monate, basierend auf dem Bruttomonatslohn.

Art. 15. Der aussergewöhnliche Urlaub.

- 1) Wenn ein Arbeitnehmer wegen Familienangelegenheiten daran gehindert ist, zur Arbeit zu erscheinen, hat er Anspruch auf den, gemäss den Bestimmungen des Urlaubsgesetzes vorgesehenen, aussergewöhnlichen Urlaub, zum Zeitpunkt in welchem das Ereignis eintritt.
- 2) Dieser Sonderurlaub beträgt:
 - a) 1Tag: beim Todesfall der Grosseltern beiderseits, Enkel, Bruder, Schwester, Schwager und Schwägerin;
 - b) 2Tage: bei der Niederkunft der Ehefrau, der Heirat eines Kindes oder beim Umzug, sowie bei Adoption eines Kindes und der Geburt eines rechtlich anerkannten Kindes;
 - c) 3Tage: beim Sterbefall des Ehepartners, der Eltern, Schwiegereltern, Kinder, Schwiegersohn und Schwiegertochter;
 - d) 6Tage: bei Heirat des Arbeitnehmers.
- 3) Das Recht auf Sonderurlaub ist den in Artikel 14 sub. 2 enthaltenen Bedingungen betreffend die 3-monatige Wartezeit nicht unterworfen. Ansonsten gelten die Bestimmungen des Urlaubsgesetzes vom 22.04.1966 resp. vom 26.07.1975 Artikel 16.

Art. 16. Bezahlte Arbeitsunterbrechnungen. Für besondere Arbeitsunterbrechnungen gelten folgende Bestimmungen:

- a) erleidet ein Arbeitnehmer einen betriebsunfall der die Einstellung seiner Arbeit erfordert, so ist der gesamte Tageslohn des Unfalltages geschuldet;
- b) der gesamte Lohn ist geschuldet bei Bergung oder Transport eines im Betrieb Verunfallten, sowie bei betrieblichen Erhebungen betreffend Unglücksfälle im Betrieb;
- c) der Arbeitnehmer darf desweiteren keinen Lohnausfall erleiden, wenn er durch eine gerichtliche Vorladung, ausser als Angeklagter an der Arbeitsleistung verhindert ist. Dies gilt jedoch nur einmal pro Jahr.
- d) der Arbeitnehmer kann bis zu 8 Stunden jährlich zum Blutspenden freigestellt werden. Diese Stunden gehen zu gleichen Teilen zu Lasten des Arbeitnehmers und des Arbeitgebers.

Besondere Bestimmungen

Art. 17. Arbeitsbedingungen.

- 1) Für die Vertretung der Belegschaft durch den Arbeiterausschuss gelten die Bestimmungen des Gesetzes vom 18. Mai 1979 über die Personalausschüsse, abgeändert durch das Gesetz vom 3. April 1980.
- 2) Bestimmungen der Betriebs- und Werkstattordnung dürfen mit denjenigen dieses Vertrages nicht in Widerspruch stehen. Sonderabmachungen die dem Sinn dieses Vertrages zuwiderlaufen oder eine Verschlechterung desselben darstellen, sind unzulässig.

Art. 19. Schwarzarbeit.

- 1) Nach Beendigung der festgesetzten Arbeitszeit, sowie während der Urlaubs- und Feiertage, darf keine Berufsarbeit für Drittpersonen gegen Bezahlung ausgeführt werden.
- 2) Arbeitnehmer, die sich der Schwarzarbeit schuldig machen, können fristlos entlassen werden. Ansonsten gelten die entsprechenden Bestimmungen des Gesetzes vom 3. August 1977 betreffend das Verbot der Schwarzarbeit, sowie die Bestimmungen des Urlaubsgesetzes bezüglich im Urlaub verrichteter Schwarzarbeit.

Art. 20. Die gesetzlichen Feiertage.

- 1) Für die gesetzlichen Feiertage gelten die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. April 1976.
- 2) Dementsprechend gelten als gesetzliche Feiertage:
Neujahr, Ostermontag, Erster Mai, Christ-Himmelfahrt, Pfingstmontag, National-Feiertag, Maria-Himmelfahrt, Allerheiligen, der 1. und 2. Weihnachtstag.

Schlussbestimmungen

Art. 21. Ausführungen und Auslegung des Vertrages - Schlichtung.

- 1) Arbeitgeber und Arbeitnehmer sind gehalten die Bestimmungen dieses Vertrages zu befolgen und einzuhalten. Differenzen, die bei der Durchführung dieses Kollektivvertrages entstehen, sind durch die Vertragsparteien beizulegen. Ist keine Regelung in diesem Sinne möglich, wird der Streitfall der zuständigen Instanz unterbreitet, gemäss den Bestimmungen des Grossherzoglichen Beschlusses vom 06.10.1045, abgeändert durch das Gesetz vom 12.06.1965.
- 2) Die Vertragsparteien bilden eine gemeinsame Berufskommission, welche paritätisch zusammengesetzt ist. Ihr fällt die Aufgabe zu, die loyale beiderseitige Einhaltung des Vertrages zu überwachen und mögliche Differenzen friedlich beizulegen und für die Bekämpfung des unlauteren Wettbewerbs, der Schwarzarbeit usw. einzutreten. Sie überprüft alle Beschwerden objektiv.

Art. 22. Allgemeine Bestimmungen.

- 1) Bestehende günstigere Arbeits- und Lohnbestimmungen bleiben durch dieses Abkommen unberührt und bleiben unbeschadet in Kraft.
- 2) Ausser den in diesem Vertrag enthaltenen Bestimmungen gelten die bestehenden sowie alle in Zukunft in Kraft tretenden Gesetze und Beschlüsse.

Art. 23. Vertragsdauer und Kündigung.

- 1) Vorliegender Kollektivvertrag tritt mit Wirkung vom 1. Juli 1994 in Kraft und ist bis zum 30. Juni 1996 gültig. Die von den Vertragsparteien angestrebte Allgemeinverbindlichkeitserklärung des Abkommens wird mit der Veröffentlichung im Mémorial wirksam.
- 2) Eine erstmalige Kündigung des Vertrages kann frühestens zum 30. Juni 1996 erfolgen und zwar unter Einhaltung einer Kündigungsfrist von drei (3) Monaten. Bei einer rechtmässigen Kündigung müssen die Verhandlungsgespräche spätestens 6 Wochen vor dem Erfalldatum aufgenommen werden.
- 3) Erfolgt keine Kündigung bzw. Beantragung von Verhandlungen zum festgesetzten Termin des Absatzes 2), so läuft der Vertrag stillschweigend weiter und kann in der Folge zum ersten eines jeden Monats, unter Beobachtung der vorgesehenen Frist, gekündigt werden bzw. Verhandlungen beantragt werden.
- 4) Diejenige Vertragspartei, welche Verhandlungen zur Erneuerung oder Verbesserung des Kollektivvertrages beantragt, hat der anderen Partei schriftlich ihre Abänderungsvorschläge zu unterbreiten, die sowohl einzelne Vertragspunkte, als auch den gesamten Vertrag betreffen können.

Angefertigt in fünf Exemplaren am 26. Mai 1994.

Für die
Fédération des Entreprises du Machinisme
Agricole du Grand-Duché de Luxembourg
a.s.b.l.
Louis Diederich, Präsident

Für die
vertragschliessende Gewerkschaft
Letzebuurger Chreschtleche
Gewerkschaftsbond (LCGB)
Marc Spautz

LOHNKATALOG

Die hier aufgeführten Löhne sind Mindestlöhne und entsprechen dem Lohnindexstand 522,25.

1) Unqualifizierte Arbeiter:

| | |
|---|------------------|
| Im Jahr der Einstellung: | 239,— LUF/Stunde |
| Nach einem vollen Jahr Betriebszugehörigkeit: | 245,— LUF/Stunde |
| Nach drei vollen Jahren Betriebszugehörigkeit: | 260,— LUF/Stunde |
| Nach sechs vollen Jahren Betriebszugehörigkeit: | 292,— LUF/Stunde |
| Nach zehn vollen Jahren Betriebszugehörigkeit: | 323,— LUF/Stunde |

2) Inhaber des Lehrabschlussdiploms (C.A.T.P.):

| | |
|---|------------------|
| Im Jahr der Einstellung: | 287,— LUF/Stunde |
| Nach einem vollen Jahr Betriebszugehörigkeit: | 298,— LUF/Stunde |
| Nach drei vollen Jahren Betriebszugehörigkeit: | 320,— LUF/Stunde |
| Nach sechs vollen Jahren Betriebszugehörigkeit: | 355,— LUF/Stunde |
| Nach zehn vollen Jahren Betriebszugehörigkeit: | 400,— LUF/Stunde |

Règlement ministériel du 10 novembre 1994 portant modification du règlement ministériel du 21 décembre 1993 concernant la nomenclature des actes et services des masseurs-kinésithérapeutes et des masseurs pris en charge par l'assurance maladie.

*La Ministre de la Sécurité sociale,
Le Ministre de la Santé,*

Vu l'article 65, alinéa 6 du code des assurances sociales;
Vu la recommandation de la commission de nomenclature;
Vu l'avis du collège médical;
Le Conseil supérieur de certaines professions de santé demandé en son avis;

Arrêtent:

Art. 1^{er}. La section 6 du chapitre 2 de la 1^{re} partie de l'annexe au règlement ministériel du 21 décembre 1993 concernant la nomenclature des actes et services des masseurs-kinésithérapeutes et des masseurs pris en charge par l'assurance maladie est modifiée comme suit:

- | | |
|--|------------|
| «1) Rééducation pour insuffisance sphinctérienne de la femme par rétrocontrôle avec éventuellement électrostimulation; au-delà de vingt séances un bilan uro-dynamique est requis | ZK81 8,50 |
| 2) Rééducation périnéale post-natale (au plus tôt six semaines après l'accouchement) limitée à une séance par jour, maximum six séances | ZK82 4,50 |
| 3) Rééducation pour insuffisance sphinctérienne par rétrocontrôle et électrostimulation après prostatectomie radicale; au-delà de 20 séances une réévaluation urologique est requise | ZK83 8,50» |

Art. 2. Le présent règlement est publié au Mémorial.

Luxembourg, le 10 novembre 1994.

*La Ministre de la Sécurité sociale,
Mady Delvaux-Stehres
Le Ministre de la Santé,
Johny Lahure*